

## Québec : La lutte contre l'austérité et les hydrocarbures **Il faut une escalade jusqu'à un deux avril massif**

En ce soir du 27 mars, selon le compteur de Printemps 2015, « 66 associations étudiantes, représentant près de 55 000 étudiant-es sur dix campus, sont présentement en grève générale reconductible ou détiennent un mandat de grève générale reconductible. À ce jour, près de 102 000 étudiant-es seront en grève le 2 Avril pour la «Manifestation nationale – Nos acquis valent plus que leurs profits! Près de 125 000 étudiant-es seront consulté-es sur le recours à la grève générale. » N'a pas tardé la réponse répressive contre les dirigeants, jusqu'à l'expulsion, tout comme contre les militantes de la rue. Réponse : L'Université du Québec à Rimouski vient de se prononcer en faveur de la grève le 2 avril prochain tout comme le cégep de Jonquière, la faculté des sciences (oui, oui, des sciences) de l'université de Sherbrooke, le cégep de Granby, la faculté d'Éducation de l'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec à Rimouski. Hors de l'Île de Montréal et de l'Université Laval, ça bouge... même s'il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Peu importe que l'on estime le *timing* prématuré ou non, la bataille est bel et bien engagée.

Le mouvement syndical commence à se réchauffer. Le syndicat de l'enseignement des Basses-Laurentides a voté à 80% trois jours de grève. « *Ce midi, des centaines de manifestantes et de manifestants ont dénoncé avec vigueur les mesures d'austérité du gouvernement Couillard, qui affectent considérablement le fonctionnement du CHU Sainte-Justine. Organisée par l'intersyndicale du CHU Sainte-Justine, la manifestation a regroupé les différents syndicats de Sainte-Justine, des étudiants en grève de l'Université de Montréal et d'autres syndicats venus appuyer les revendications de celles et ceux qui ont à cœur la santé des enfants.* » (CCMM-CSN). La Fédération des femmes du Québec (FFQ) appuie la manifestation du 2 avril. Sera-t-elle imitée par les grandes et moins grandes centrales syndicales du Québec qui pourraient encourager leurs syndicats, du moins ceux des professeurs d'université et de cégeps et des employées de soutien, à faire grève ce jour-là pour participer massivement à la manifestation? Attendre le premier mai risque de briser le *momentum* mais c'est déjà ça de pris.

C'est illégal?

*« L'État utilisera toutes les armes juridiques et politiques qui sont à sa portée pour écraser le mouvement syndical [...] Le collectif Refusons l'austérité aura beau représenter plus d'un million de personnes, son unique force viendra des membres qui se seront saisis des enjeux grâce aux espaces politiques mis en place par les syndicats locaux. [...] En 2012, les assemblées générales [étudiantes] ont majoritairement voté de braver les injonctions et la loi spéciale de Jean Charest. C'est ce qui a provoqué la crise de légitimité du gouvernement alors que dans tous les quartiers, les casseroles se sont mises à résonner. [...] la confrontation des lois injustes par notre projet politique constitue le nœud de notre force, sans laquelle nous ne pourrions jamais plus avoir raison. »<sup>1</sup>*

Le réchauffement printanier – enfin! – commence à toucher Québec solidaire. Le député Solidaire Amir Khadir sera de la partie ce deux avril avec sa famille. Entraînera-t-il son parti derrière lui? La porte-parole députée se laissera-t-elle gagner par une « *certaine effervescence* », dicit Françoise David, au point de non seulement mobiliser son parti mais jusqu'à promouvoir dès ce printemps une grève sociale *toutes et tous ensemble* mouvements syndical, étudiant et populaire? Ou, au diapason des directions syndicales, le parti souhaitera-t-il attendre le refroidissement automnal sur fond d'une défaite étudiante et d'une campagne de maraudage imposée par la restructuration de la loi 10 sans compter l'application d'une nouvelle vague de coupures suite au budget du 27 mars gelant à toute fin pratique les dépenses sociales si ce n'est une entente à rabais entre complices directions syndicales et gouvernement pour la convention collective du secteur public comme en 2010? En attendant, les directions syndicales sont contraints de surfer sur la colère de la base comme le fait le président de la Fédération de la santé et des services sociaux de la CSN

---

<sup>1</sup> Étienne Guérette, responsable du comité jeunes du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN (CCMM-CSN), [Forcer le gouvernement à faire marche arrière](#), Presse-toi-à-gauche, 24/03/15

(FSSS-CSN) tout en protégeant le président de la CSN et justifiant sa propre passivité suiviste<sup>2</sup>.

Les directions syndicales ont dû convoquer ce 31 mars 2 500 militantes locales du Front commun regroupant près d'un demi million de syndiquées. Expliqueront-elles que la grande manifestation étudiante du surlendemain est un rendez-vous à ne pas rater pour se propulser vers un premier mai au moins de grève générale de 24 heures du Front commun pourquoi pas reconductible? Ou s'enfonceront-elles dans leur soi-disant plan de (dé)mobilisation sans grève printanière prêchant le légalisme et la peur sous la protection de leurs intellectuels organiques adeptes du grand écart? De dire ceux-ci :

*« Une grève générale, ça ne peut pas s'improviser et surtout, cela ne peut pas être l'action d'une petite minorité. Il faut éviter le piège de l'impatience et de l'arrogance, comme si tous ceux et celles qui n'étaient pas convaincus de la grève générale étaient des « traîtres ». Une chance que ce discours arrogant n'a plus trop la cote à part quelques cercles convaincus qu'ils sont l'« avant-garde » du peuple. Entre-temps, il est important de la préparer cette grève sociale. C'est dans l'air en tout cas. »<sup>3</sup>*

Une « petite minorité » d'une centaine de mille étudiantes. Oui, ces jeunes face à la noirceur du siècle sont « arrogants » et ils sont à « l'avant-garde ». La grève sociale, ils l'ont préparé. Maintenant ils l'ont pendant que les directions syndicales, de leur côté, freinent les préparatifs des deux pieds depuis l'automne. Ce 31 mars pourrait être l'occasion pour la base militante syndicale de s'affirmer comme la direction stratégique réellement existante du Front commun. Idem pour les assemblées générales locales si ce n'est celles intersyndicales comme à l'hôpital pour enfants Ste-Justine. Il le faut pour qu'un important mouvement gréviste anti-austérité, comme celui qui a lieu en ce moment en Belgique, ne soit arrêté par les directions syndicales sous prétexte de règlements à rabais obligeant à une pénible re-mobilisation non garantie à l'avance<sup>4</sup>.

**Marc Bonhomme, 27 mars 2015**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

<sup>2</sup> Jeff Begley, [Grève : nous irons aussi loin que nos membres veulent aller!](#), Presse-toi-à-gauche, 24/03/15

<sup>3</sup> Pierre Beudet et Robert Deschambault, [On a raison de se révolter, on a raison de se mettre ensemble et on a raison de bien penser à nos affaires](#), Presse-toi-à-gauche, 24/03/15

<sup>4</sup> Bruno-Pierre Guillette, [Lutte à l'austérité en Belgique : leçons du mouvement syndical belge](#), Presse-toi-à-gauche, 24/03/15